

l'empire, fait observer que les crédits demandés seront affectés principalement à des lignes importantes au point de vue militaire, de sorte que le profit de leur construction ou de leur amélioration reviendra à l'empire.

La discussion est close et le projet renvoyé à la commission du budget.

Le Parlement, après avoir renvoyé à la commission du mariage civil la motion Hinschius et Volk sur l'introduction du mariage civil obligatoire et sur la tenue des registres de l'état-civil, — ouvre les débats, en troisième lecture, sur la loi monétaire.

La discussion générale offre peu d'intérêt.

Relativement à l'art. 1^{er} M. BAMBERGER propose que l'expression « étalon d'or de l'empire » (*Reichsgoldwährung*) soit remplacée partout par celle de « étalon de l'empire » (*Reichswährung*), et cela pour bien préciser que l'étalon d'or est unique et ne pas laisser croire, en se servant du terme « étalon d'or » qu'il pourrait être question de l'étalon d'argent à côté de l'étalon d'or.

M. DELBRÜCK ayant déclaré que le conseil fédéral consentait à cette modification, l'amendement Bamberger est adopté, ainsi que l'article 1^{er}.

A propos de l'art. 2, dans lequel, comme on s'en souvient, on a introduit à la deuxième lecture la clause qu'il sera aussi frappé des pièces de 5 marcs en or, M. BAMBERGER demande qu'une tolérance de huit-millièmes (c'est-à-dire quatre-millièmes en plus ou en moins du poids normal) soit admise pour ces pièces. Cet amendement a pour but, dit l'orateur, de diminuer les frais de monnayage.

M. DELBRÜCK déclare que le conseil fédéral accepte la pièce de 5 m. en or, mais à deux conditions : celle qu'à côté des pièces de 5 m. en or on frappe aussi des pièces de 5 m. en argent, et celle que le Parlement vote l'amendement Bamberger relatif à la tolérance de huit-millièmes.

A l'art. 3, M. ERHARD propose que l'on renonce à frapper des pièces de 5 m. en argent et M. BAMBERGER conjure instamment la Chambre de revenir sur son vote précédent et de repousser l'introduction d'une pièce de 2 m. (équivalant au florin d'Autriche).

M. CAMPHAUSSEN, ministre des finances, combat l'amendement Erhard et appuie par contre chaleureusement celui de M. Bamberger, en faisant ressortir surtout que le florin d'Autriche envahit de plus en plus l'Allemagne.

Après quelques observations de M. CRAMER en faveur de la pièce de 2 m., M. DELBRÜCK déclare, par contre, que pour les gouvernements confédérés l'introduction de cette pièce est inadmissible. M. le président de la chancellerie de l'empire insiste une fois de plus sur ce que l'adoption de cette pièce équivalait à créer deux systèmes monétaires parallèles, celui du marc et celui du florin, et à ouvrir la porte au florin d'Autriche. M. Delbrück conclut en priant l'Assemblée de repousser la pièce de 2 m. et d'admettre celle de 5 m. en argent.

M. LE D^r BRAUN. Rien de plus étrange que de discuter une question monétaire au point de vue dogmatique et de prôner le libéralisme des partisans de la pièce de 2 m. tout en accusant ses adversaires de servilité. Il ne s'agit point de savoir si le florin sacrifie le thaler ou si le thaler sacrifie le florin ; il n'est point question de sacrifice, messieurs, mais bien d'une conquête inappréciable, celle de l'unité monétaire tant et si longtemps désirée. C'est vraiment comique que de nous voir, comme d'habitude, nous passionner pour un idéal qui nous fait horreur aussitôt qu'il devient une réalité. S'il est une mesure législative que nos enfants et les enfants de nos enfants béniront, c'est bien celle de l'unification du système monétaire. Le thaler doit disparaître, dit-on ; eh bien, acceptez la pièce de 5 m. en argent et frappez néanmoins la pièce de 5 m. en or, puis laissez-les se faire concurrence et tenez-vous en à celle qui évincera l'autre dans la pratique. MM. le président de la chancellerie de l'empire et le ministre des finances de Prusse n'ont certes pas l'air de doctrinaires et quant à M. Bamberger, on lui a même reproché de ne pas l'être. Quel est donc ce danger qui nous menace ? Nous avons, en attendant, le thaler comme intermédiaire entre la pièce de 1 m. et celle de 5 m. Soyons moins mathématiques, messieurs, et ne faisons pas intervenir une question politique dans une question purement utilitaire. Décisions aujourd'hui ce qui est nécessaire pour aujourd'hui et laissez le reste pour l'avenir. Ce qui est nécessaire, c'est la pièce de 1 m., c'est ce que nous voulons tous : *in necessariis unitas* ; ce qui est douteux, c'est la pièce de 2 m. : *in dubiis libertas* ; ce que nous ne devons pas, c'est nous anéantir les uns les autres : *in omniis caritas*.

D'après M. SCHLEIDEN, qui, dit-il, a passé de longues années en Angleterre, il faut considérer uniquement le côté pratique de la chose et ne pas s'égayer dans des spéculations théoriques. Or, il y a en Angleterre des pièces de 5 sh., de 2 1/2 sh. (*half a crown*), de 2 sh. et de 1 sh., cependant M. Schleiden a presque jamais vu circuler des pièces de 1 sh., mais presque exclusivement celles de 2 sh. Quant à l'appéhension du conseil fédéral, que l'adoption de la pièce de 2 m. ne donne lieu à un double système monétaire, elle n'est pas plus fondée, à l'avis de l'orateur, que si l'on prétendait découvrir deux systèmes monétaires en France, parce que l'on y compte par pièces de 1 fr. à 100 centimes et par pièces de 5 fr. à 100 sous. M. Schleiden conclut en recommandant l'adoption de la pièce de 2 m.

La discussion est close.

L'amendement Erhard est d'abord repoussé à une très-grande majorité, de sorte que le Parlement décide implicitement le maintien de la pièce de 5 m. en argent conjointement avec celle de 5 m. en or, puis l'amendement Bamberger est également repoussé, par 130 voix contre 102, ce qui équivaut à la ratification du vote du Parlement en deuxième lecture, et par conséquent à l'adoption définitive de la pièce de 2 marcs.

Rapportons, à propos de ce vote, que la *Provinciale Correspondenz* avait déclaré dernièrement que si la pièce de 2 m. était adoptée, toute la réforme monétaire serait peut-être remise en question.

S. M. l'empereur d'Allemagne a créé un fonds annuel de 6,000 francs pour l'entretien des tombeaux des militaires tombés sur les champs de bataille de la Lorraine. (*National-Zeitung*).

PRUSSE. — S. A. R. le prince-amiral Adalbert de Prusse se trouve actuellement en Angleterre, où il voyage incognito sous le nom de comte de Ravensberg. Le prince a visité samedi dernier les chantiers de Chatham et est retourné le même soir à Londres. (*Kreuz-Zeitung*).

Le 16 mai aura lieu à Berlin une assemblée de travailleurs agricoles pour discuter les questions de l'émigration et de la colonisation à l'intérieur.

BAVIÈRE. — S. M. le roi de Bavière s'est inscrit pour 1,000 florins en tête d'une souscription dont le produit est destiné à élever un monument à Munich à M. de Liebig. (*Kaisliche Zeitung*).

ESSE. — S. A. R. le grand-duc de Hesse vient de rendre le décret suivant :
« Au ministère de l'intérieur.

« Je décrète par les présentes qu'un mé-moire et en l'honneur de feu le conseiller-privé docteur baron de Liebig, décédé à Munich le 18 avril, la Taunus-Strasse, située dans la partie nord-ouest de ma capitale et résidence de Darmstadt, portera désormais le nom de Liebig-Strasse.
« Darmstadt, le 23 avril 1873. — LOUIS. »

ALSACE-LORRAINE. — Le second anniversaire de la fondation de l'université de Strasbourg a été célébré le 1^{er} mai, dans la salle de lecture disposée pour la circonstance. Le public se composait essentiellement des professeurs et des étudiants. Parmi ceux-ci assez bon nombre d'habitants militaires ; on sait que les volontaires d'un an ont la faculté de continuer leurs études.

Le professeur de Bary, *rector magnificus*, a lu un discours où il a fait un parallèle entre les universités françaises et les universités allemandes. Après ce discours, les noms des lauréats des concours universitaires ont été proclamés. On a écouté ensuite l'annonce des deux magnifiques cadeaux qui ont été faits à l'université à l'occasion de son entrée dans la seconde année de son existence : l'un, une bourse à laquelle les fondateurs donnent le nom de bourse de Bismarck ; l'autre, un buste colossal de Goethe en bronze, offert par une société de Berlin.

Autriche-Hongrie.

S. A. le prince Henri XIV de Reuss, branche cadette, est arrivé à Vienne.

— Une première grande revue de troupes a eu lieu à Vienne le 7 mai, en l'honneur des princes étrangers de séjour dans cette capitale.

— Au dire d'une dépêche de Pesth, 5 mai, M. Miletics, chef du parti des Serbes de Hongrie au Parlement, aurait l'intention de résigner son mandat.

— On lit dans le *Wanderer*, sous la date du 4 mai :

« Le nombre des visiteurs de l'exposition a été relativement faible dans la journée d'hier. La pluie n'a cessé de tomber. La cour n'a pas visité l'exposition d'horticulture, comme elle en avait l'intention. Les travaux dans la rotonde et en général dans tous les bâtiments de l'exposition se poursuivent sans relâche. Quant à la rotonde, si, le jour de l'ouverture solennelle, elle a bien supporté « l'épreuve du feu », on n'en peut pas dire autant pour « l'épreuve de l'eau », car la pluie traversait hier la toiture en jute près de l'entrée du Sud. Il sera probablement facile de remédier à cet inconvénient. Toutefois il pleuvait si fort dans l'annexe de la section anglaise qu'un touriste demandait plaisamment si ce point n'était pas destiné peut-être à « l'épreuve des parapluies ».

— On lit dans la *Correspondance générale* :

« Il paraît que le baron de Schwarz, directeur général de l'exposition, a signifié à plusieurs propriétaires de restaurants qu'il avait l'intention d'accorder cinquante nouvelles concessions de restaurants s'ils ne diminuaient pas leurs prix exorbitants, qui donnaient lieu à des plaintes nombreuses et parfaitement justifiées de la part du public. »

NECROLOGIE. — M. Lawrowsky, vice-sénéchal de Galicie et député à la Diète de Léopol, est mort le 5 mai.

France.

M. le général du Bessol, vice-président du conseil général de la Corrèze, et appartenant au parti conservateur, vient de donner sa démission de conseiller général. Elle est motivée sur ce que, après le vote du 27 avril, M. du Bessol ne croit plus représenter les électeurs qui l'ont nommé il y a deux ans.

M. Valentin, ex-préfet, a refusé la candidature qu'on lui a offerte à Lyon.

— On lit dans *Paris-Journal* :

« Nous avons fait connaître des premiers la protestation de plusieurs électeurs de la Nièvre contre le vote qui a nommé M. Turigny député de ce département.

« L'annonce du Nivernais a écrit une lettre pour essayer de démontrer que la condamnation qu'il a atteinte avait un caractère purement politique et qu'elle ne pouvait par conséquent entraîner après elle l'indignité électorale.

« Tout mauvais cas est niable, dit la sagesse des nations, et toute cause, fût-elle la plus mauvaise, est défendable, affirment les avocats.

« M. Turigny n'a donc pas tort de tenter de réitérer ce que nous avons dit sur sa condamnation par la cour d'assises de la Nièvre ; mais malheureusement pour lui, l'arrêt qui l'a frappé est positif, et rendu dans les termes les plus nets et les plus clairs.

« Cet arrêt vise d'abord l'art. 3 du décret de 1848 qui condamne ceux qui ont attaqué les droits de la famille et de la propriété à l'emprisonnement.

« Il vise ensuite la loi de 1819 qui condamne ceux qui ont outragé l'Assemblée Nationale.

« Puis il fait application de l'art. 463 pour les circonstances atténuantes, et condamne ledit Turigny (ainsi que ses deux complices Gaudry et Bigot) à chacun six mois d'emprisonnement et à 1,000 fr. d'amende, et solidairement.

« L'arrêt est donc indivisible et solidaire à chacun des condamnés.

« Maintenant au § 6 de la loi de 1851 nous trouvons inscrits ceux qui sont frappés d'incapacité électorale, et parmi ceux-là figurent ceux qui ont été condamnés conformément à l'art. 3 du décret de 1848. Et depuis, l'art. 27 de la même loi de 1851 les déclare inéligibles. Enfin, la circulaire de M. Casimir Périer, en date du 30 novembre 1871, vise la loi de 1852, art. 15, pour toutes les incapacités électorales.

« M. Turigny avait attaqué l'arrêt qui le condamnait devant la cour de cassation, mais il n'a pas obtenu suite à son pourvoi.

« Il avait alors la prétention de faire établir une distinction entre lui et les deux autres condamnés, mais il n'a pas osé aller jusqu'au bout, et cet arrêt a acquis aujourd'hui force de chose jugée.

« Pour nous, il est bien évident que M. Turigny tombe sous le coup de la loi de 1852, qui n'a pas été abrogée, et nous nous en rapportons pour cela à l'interprétation de la circulaire de M. Casimir Périer, en date du 30 novembre 1871.

« C'est, du reste, en vertu de cette loi que M. Turigny a été rayé de la liste du jury dans la réunion présidée par le président du tribunal de Nevers.

« La Chambre admettrait-elle jamais un député élu dans de pareilles conditions ? »

— L'Agence Havas communique la note suivante aux journaux français :

« A la suite de l'interpellation adressée samedi dernier, dans la séance de la commission de permanence, par M. le marquis de la Rochejacquelein à M. de Goulard, au sujet de la levée de l'interdiction qui a frappé le journal *l'Assemblée Nationale*, M. le ministre de l'intérieur a immédiatement écrit à M. le gouverneur de Paris pour le prier d'autoriser la réapparition de ce journal. Dès le soir même, l'autorisation a été délivrée à l'administration de

l'Assemblée Nationale, qui reprendra sa publication le jeudi 8 mai, avec le même personnel et la même politique. »

— L'Impartial des Pyrénées et des Landes dit que le maréchal Serrano a couru les plus grands dangers avant d'arriver à Saint-Jean de Luz. Il a dû passer cinq jours réfugié à l'ambassade d'Angleterre, et s'affaiblir d'un costume complet d'Anglais ; col immense, moustache rasée, favoris incalculables. Pour plus de sûreté, l'ambassadeur a conduit le maréchal jusqu'à Santander, où il s'est embarqué à bord d'un petit bateau à vapeur.

— La police vient de faire une importante arrestation, celle du nommé Decamp, membre du comité central et ex-rédacteur de la *Sociale*.

Cet individu paraît avoir joué sous la Commune un rôle des plus importants.

— On lit dans la *Liberté* du 5 :

« La villa que Napoléon III possédait à Vichy a été mise le 3 en vente publique au tribunal civil de la Seine.

« Sur une mise à prix de 50,000 fr., il y a eu une seule enchère, et c'est à 50,050 fr. que l'adjudication a été prononcée. Le châtelet y tenant, construction identique, mis à prix 35,000 fr., a été acquis à 35,050 fr.

« Enfin, l'ancienne villa de l'empereur, bâtie à peu près dans le même goût que les deux premières, n'a pas eu plus de chance et a été adjugée 45,050 fr., soit toujours 50 fr. de plus que la mise à prix.

« Ce dernier lot devient la propriété de M. le général de Corréard. Rien de plus simple, au demeurant, que l'ensemble de ces résidences. Du crépi moucheté, des parements en rai-caille, des tableaux de brique apparente, des encadrements de pierre avec toiture en tuiles. »

Grande-Bretagne.

Le roi et la reine des Belges sont allés faire une visite à la reine Victoria à Windsor le 5 mai et devaient revenir à Londres le surlendemain.

— L'opposition en Angleterre vient de soulever, dit le *Journal des Débats*, en vue d'amener un vote hostile au ministère, une nouvelle question, celle de la réduction des taxes locales qui pèsent si lourdement sur la propriété territoriale. On se rappelle que le chancelier de l'Echiquier, dans son exposé du budget, avait proposé d'appliquer l'excédent de recettes de l'année à trois objets : le paiement de la moitié de l'indemnité allouée aux Etats-Unis, la diminution de l'impôt-tax et la réduction du droit sur les sucres. Les deux premières applications ayant déjà été approuvées par la Chambre, il s'agissait, on le voit, de faire obstacle à la dernière et de renverser le plan financier de M. Lowe.

Cette question des taxes locales est excessivement complexe, tout le monde le reconnaît, et le gouvernement est tenu de l'étudier, sinon de la résoudre, depuis la dernière session, pendant laquelle une motion à cet effet, proposée par M. Massey Lopes, a été adoptée par les Communes. Il faut savoir que les dépenses impériales, comme on dit en Angleterre, sont couvertes par le produit de quelques taxes fort simples frappant soit le revenu (*income-tax*), soit le mal, les esprits, les sucres etc. (*excise duties*), tandis que les dépenses locales, c'est-à-dire celles qui résultent du service de la salubrité, de l'entretien des hôpitaux, des assistances publiques, etc., sont payées par les propriétaires fonciers, tenus d'acquiescer à cet effet des *rates* qui s'élèvent tous les jours. Une chose assez curieuse même, c'est que ces *rates* augmentent, pour ainsi dire, dans la même proportion que les recettes impériales, puisque plus le peuple consomme de spiritueux, plus il paie de droit d'excise, mais plus aussi il cause de dépenses aux autorités locales, à la charge desquelles l'ivrognerie et la misère le font tomber. Il n'est donc pas étonnant qu'une tentative ait été faite pour détourner au profit des propriétaires fonciers un filet du Pactole grâce auquel M. Lowe désirait alléger le poids des taxes impériales. Mais ni le gouvernement ni le parti libéral ne se sont montrés favorables à cette tentative, que le rejet de la motion Smith a fait échouer.

Les deux principaux motifs du rejet ont été clairement indiqués par M. Gladstone et M. Lowe : le premier, c'est qu'une réduction des *rates*, amenant naturellement une intervention plus active du pouvoir central dans les affaires locales, devrait être accompagnée de la réorganisation des administrations qui régissent ces affaires afin que leur influence fût égale à leur responsabilité ; le second, c'est que, donnant une satisfaction aux classes riches en diminuant l'impôt-tax, le gouvernement avait tenté de faire profiter la classe pauvre de l'excédent du budget par l'abaissement des droits sur le sucre. La réduction simultanée des *rates* et de l'impôt-tax n'aurait profité qu'à la classe riche.

Battu sur ce point, l'opposition a encore essayé, mais en vain, de porter un coup au ministère par un vote blâmant celui-ci de sa conduite dans l'affaire de l'archipel San-Juan.

M. Gladstone n'a pas eu grand-peine à se défendre et à prouver que le recours à l'arbitrage de l'empereur allemand était devenu nécessaire. La décision rendue, le gouvernement avait dû se soumettre et l'avait fait avec d'autant plus d'empressément qu'il avait été convaincu de l'impartialité de l'arbitre.

— Une réunion de la Société générale des habitations ouvrières a eu lieu ces jours derniers à Londres. Beaucoup de monde, et surtout des ouvriers, y assistaient.

Les progrès de la Société ont été rapides et sous quelques rapports remarquables, puisque son capital, qui, en 1867, n'était que de 502 livres sterling et de 818 livres de dépôts, s'est élevé l'année dernière à 52,078 livres, et les dépôts à 13,689 livres, ce qui donne un total de 65,767 livres. Le nombre d'actions émises jusqu'à la fin de l'année dernière est de 7,237, réparties entre 1,711 personnes de tout rang.

Le dividende provenant des opérations de l'année dernière a été de 6 0/0, avec un reliquat de 670 livres qui a été reporté à l'exercice suivant.

L'année dernière, une propriété de 40 acres a été achetée dans le but d'y élever une cité d'ouvriers ; la première pierre a été posée au mois d'août. Cette propriété a reçu la dénomination de domaine de Shaftesbury Park ; on se propose d'y construire 1,200 maisons destinées à des commis, à des ouvriers et à des artisans, avec salles de lecture, écoles, bains, etc. Trois acres sont réservés pour y établir un square et des jardins. Les maisons seront construites de manière à combiner l'élégance et le confort avec l'économie, et à éviter l'humidité ; toutes les pièces, au moyen d'un système simple de ventilation, seront bien aérées.

Cette propriété a été achetée 38,000 livres sterling, ce qui est beaucoup au-dessous de sa valeur vénale actuelle. Six cents demandes ont déjà été faites pour achat ou location de maisons.

M. William Swindhurst, le secrétaire, a donné quelques détails intéressants sur la situation actuelle de la Compagnie. Il a dit que les opérations de l'année dernière ont été très-favorables, car les recettes se sont élevées à 35,000 liv. st. à 65,000 liv. st.

L'acquisition du domaine de Shaftesbury Park a eu du retentissement dans toutes les

parties du monde ; la Société a reçu des lettres d'Australie, de San-Francisco et de l'Inde, qui demandent la communication des plans pour servir de modèles. Dans quatre mois, il y aura 400 maisons de construites. Il faut à la Société 230,000 livres pour terminer ses constructions, et l'on pense qu'elle trouvera cette somme, car il lui arrive des fonds à raison de 1,000 livres par jour.

(Times.)

— On écrit de Londres, le 1^{er} mai, à l'Agence Havas :

« Le 1^{er} mai est considéré à Londres comme le commencement de la belle saison. Le printemps est censé attendre ce jour-là pour accorder un peu de soleil à l'Angleterre. Aussi le 1^{er} mai est-il presque un jour de fête. Le travail ne cesse pas, mais tous les chevaux des nombreux attelages qui parcourent la Cité portent des nœuds de rubans multicolores. Les cochers en décorent leurs fouets, et l'on voit peu de personnes sans une fleur à la boutonnière. Et, de fait, cette année, le temps est magnifique, et c'est le premier jour où il nous est permis de jouir d'un vrai soleil. »

Italie.

Le saint-père a repris ses anciennes habitudes, disait l'*Italie* à la date du 4 mai. Il fait d'assez longues promenes, mais, parfois, il est obligé de s'arrêter, parce qu'il ressent des sensations douloureuses dans les parties du corps qui étaient affectées de douleurs rhumatismales.

Les audiences ne sont pas, comme auparavant, données d'une façon régulière ; on ne les accorde qu'exceptionnellement.

Nous avons reçu depuis une dépêche constante une aggravation dans l'état de santé du pape.

— La *Gazette officielle* du 3 mai publie la convention postale conclue entre l'Italie et la Russie et le décret royal y donnant exécution.

— Un télégramme de Milan annonce, dit le *Nord*, que six mille personnes, conduites par sept évêques, se sont rendues en pèlerinage à Caravaggio, mais que l'ordre n'a pas été troublé. On sait que les autorités n'étaient pas sans crainte sur les résultats de ces pèlerinages, qui pouvaient faire naître des conflits analogues à ceux qui se sont produits, pour un motif semblable, dans plusieurs villes de France. Elles n'ont pas cru néanmoins devoir les interdire, et se sont contentées de prendre certaines mesures de précaution, en interdisant les rassemblements et le bruit sur les voies publiques, tout en laissant la liberté d'aller aux sanctuaires. M. Lanza a même infligé un blâme formel, en plein Sénat, au préfet d'Udine, qui avait ordonné la fermeture du sanctuaire de Cividda, célèbre lieu de pèlerinage. La tranquillité parfaite au milieu de laquelle s'est passée la journée à Caravaggio donne raison à la tolérance du gouvernement et témoigne de l'efficacité des mesures qu'il avait prises. Notons en passant, fait observer le *Nord*, que la madone de Caravaggio est la patronne spéciale des femmes maltraitées par leurs maris. L'énorme quantité de personnes qui se sont portées à ce sanctuaire ne prouverait pas en faveur de la paix des ménages dans la Lombardie. Il doit y avoir le 11 un pèlerinage à l'Impruneta, dans les montagnes au sud de Florence, mais c'est surtout à Assise, dans l'Ombrie, qu'on s'attend à une immense affluente de pèlerins.

Pays-Bas.

La seconde Chambre des Etats-Généraux, à La Haye, a engagé la discussion sur le mémoire relatif aux affaires d'Atchin qui lui a présenté le ministre des colonies, M. Fransen van Putte.

Voici la substance de ce volumineux document, dont nous avons déjà parlé, et qui n'a pas moins de 35 pages in-folio.

La première partie donne un aperçu historique des difficultés qui ont surgi à diverses époques d'abord sur la côte ouest, puis en dernier lieu sur la côte est de l'île de Sumatra.

La seconde partie, qui offre plus d'intérêt d'actualité, retrace le développement progressif du différend récent, né de la politique suivie par les autorités hollandaises à l'égard du royaume d'Atchin depuis le traité avec l'Angleterre.

Il y avait plusieurs années déjà que les relations étaient rompues avec les Atchinois, qui se comportaient en toute occasion en voisins dangereux et hostiles. Lorsqu'en 1868 ils adressèrent au sultan de Constantinople une requête pour lui demander son appui contre les Hollandais et lui offrir la souveraineté d'Atchin.

Cependant le commerce et la navigation ne trouvaient aucune sécurité sur les côtes ni dans les eaux d'Atchin. Les navires étaient attaqués par des pirates ; les trafiquants étaient continuellement mis en danger par les guerres incessantes que se faisaient les chefs atchinois.

D'après le traité de 1824 entre l'Angleterre et les Pays-Bas, le devoir d'assurer la sécurité du commerce et de la navigation dans les parages du nord de Sumatra incombait aux Hollandais, auxquels du reste l'intérêt même de leurs établissements imposait la même tâche. Mais les actes de brigandage et de piraterie des Atchinois ne faisaient que se multiplier et devenaient tellement intolérables que les établissements anglais de la mer de la Sonde ne cessaient de réclamer de leur gouvernement des mesures énergiques.

Le gouvernement général des Indes néerlandaises exposait cette situation et donnait son avis dans une lettre adressée au ministre des colonies le 24 juin 1870. Il soutenait que l'initiative des mesures propres à mettre un frein aux déprédations des Atchinois et à protéger le commerce devait venir de la Hollande.

Le gouverneur de Sumatra fut alors consulté sur les moyens d'exercer pacifiquement une pression efficace sur le pays d'Atchin. Il conseilla de faire visiter constamment les ports atchinois par des navires de guerre. Malgré cette mesure, l'insécurité du commerce étranger ne fit qu'augmenter, et le gouvernement des établissements anglais des droits dut publier une proclamation avertissant les navires de commerce d'éviter les ports d'Atchin.

L'opinion dans les possessions néerlandaises, n'était cependant pas pour une politique d'action offensive, et l'on ne se séparait pas, de ce côté, de l'attitude indiquée par le traité de 1824.

Les visites de navires de guerre dans les eaux d'Atchin se succédèrent pendant quelques mois. C'est ainsi que le *Marnix* visita le port d'Edi, où le rajah local raconta aux Hollandais que tout rajah dont un millier d'hommes reconnaissent l'autorité pouvait faire la guerre pour son propre compte, avec l'autorisation du sultan, qui ne s'inquiétait que de lui fournir des fusils et des munitions à des prix exorbitants.

Un peu plus tard, le navire de guerre *Djambi* visita Atchin, ayant à son bord le contrôleur, M. Kravenhoff, chargé d'annoncer au souverain la nomination d'un nouveau gouverneur hollandais sur la côte ouest de Sumatra. Après beaucoup de tergiversations, quelques fonctionnaires supérieurs du pays se dirigèrent à bord du navire néerlandais. Ils fai-

saient sonner bien haut l'amitié de l'Angleterre, de la France et de la Turquie, qu'ils prétendaient leur être acquies, et ils déclaraient que si la Hollande voulait l'amitié du pays d'Atchin elle devait lui restituer diverses contrées et aider en outre le sultan à faire rentrer sous son autorité plusieurs chefs indigènes rebelles. Cependant, après de nombreuses difficultés, M. Kravenhoff fut admis à débarquer, et il trouva on crut trouver de terre des sentiments plus conciliants.

Mais peu de mois après on apprit que les Atchinois avaient fait demander l'appui des établissements anglais contre les Hollandais. Leurs intentions hostiles étaient patentes. Il fallait absolument préserver les possessions hollandaises contre leurs incursions et leurs brigandages.

Plusieurs contrées limitrophes réclamaient la protection des Hollandais contre ces insupportables voisins. La situation devenait excessivement tendue ; on ne pouvait en sortir que par la force ou par une entente cordiale et franche avec le sultan d'Atchin. C'est à ce second moyen que l'on eut d'abord recours.

Des démarches furent faites dans ce but. Deux envoyés furent dépêchés en mars 1872 au résident de Riouw, mais sans résultat. Le *Djambi* entreprit en mai 1872 une excursion dans les eaux d'Atchin. Or, pendant ce temps, des envoyés atchinois, voyageant à bord d'un bâtiment de guerre hollandais, avaient fait des instances, auprès d'agents de puissances étrangères, pour en obtenir des traités de protection contre la Hollande, par laquelle ils se disaient menacés.

Le commandant du *Djambi* et le contrôleur Kravenhoff demandèrent à voir le sultan et les grands dignitaires ; mais on prétexta que le sultan était absent et que personne n'osait ouvrir la lettre qui lui était adressée. Le navire dut donc repartir sans qu'aucune satisfaction eût été obtenue.

Après d'autres démarches tout aussi infructueuses, on apprit enfin de bonne source (en janvier dernier) les démarches faites par les envoyés atchinois pour obtenir des alliances contre la Hollande. Des explications furent demandées immédiatement. Le vice-président du conseil des Indes fut envoyé comme commissaire du gouvernement néerlandais, avec quatre navires de guerre, pour demander un règlement des relations futures entre Atchin et les possessions hollandaises. Les Atchinois refusèrent de donner aucune explication et aucune garantie pour l'avenir. La guerre leur fut en conséquence déclarée.

Voilà les faits tels qu'ils ont été exposés par le gouvernement aux Chambres de La Haye. La discussion qui s'est engagée à ce sujet doit durer plusieurs jours. Plusieurs orateurs ont déjà exprimé vivement l'opinion que le manque d'égards montrés envers l'envoyé hollandais ne justifiait pas une guerre si imprudemment entreprise et si difficile à mener à bonne fin.

En dehors de la Chambre, cette manière de voir est très-répandue. Un journal va jusqu'à dire :

« Tout cela ressemble étonnamment à l'incident Hohenzollern et à l'ultimatum Benedetti. Si réellement le gouvernement a entrepris la guerre pour un tel motif, il a incontestablement commis une faute qui mérite d'être sévèrement blâmée. Il est grand temps que les peuples européens changent de politique à l'égard des nations indépendantes qui ne les menacent pas et qui ne mettent pas leurs intérêts en danger. » (*Mém. diplomatique*).

D'autre part on écrit de La Haye, 24 avril, à l'*Indépendance belge* :

Le volumineux mémoire sur Atchin déposé par le ministre des colonies vient d'être publié. Il est aussi complet que possible. Malheureusement les faits dont il fait mention ne sont guère de nature à être analysés. Je tâcherai cependant de faire comprendre aux lecteurs de l'*Indépendance belge* la véritable situation de la question d'Atchin.

Lorsqu'en 1824 les différends entre l'Angleterre et les Pays-Bas furent réglés par le traité du 17 mars 1824, les points litigieux anglais furent remarqués que la convention conclue en 1819 entre la Grande-Bretagne et le roi d'Atchin, assurant à l'Angleterre le commerce exclusif à Atchin, était incompatible avec l'art. 3 du traité qu'il s'agissait de conclure, parce qu'il contenait l'engagement réciproque de ne faire aucun traité avec les Etats situés dans les mers orientales, dans le but d'exclure le commerce de l'autre partie, et que tous les traités antérieurs d'un esprit contraire étaient déclarés nuls et sans effet. Les plénipotentiaires néerlandais répondirent que leur gouvernement s'appliquerait sans délai à régulariser ses rapports avec Atchin, de manière à ce que cet Etat sans rien perdre de son indépendance, pût offrir à la navigation et au commerce cette constante sécurité qui semble ne pouvoir y être établie que par l'exercice modéré d'une influence européenne ; le traité fut conclu et les possessions britanniques dans l'île de Sumatra passèrent aux Pays-Bas.

Vous le voyez, d'un côté promesse de respecter l'indépendance d'Atchin ; de l'autre engagement d'assurer constamment la sécurité du commerce et de la navigation, voilà le résumé du traité conclu avec l'Angleterre. C'est cette double condition qui est la cause de tous les événements qui se sont succédé depuis un demi-siècle et qui ont dû finalement conduire à la guerre.

Le mémoire divise les faits en deux périodes : la première de 1824 à 1857 ; la seconde de 1857 jusqu'à nos jours.

Immédiatement après la conclusion du traité de 1824, nous avons eu maille à partir avec Atchin, au point que, pour être garantis de mauvais procédés sur les côtes de ce royaume d'Atchin, nos navires durent naviguer sous pavillon anglais ou américain. Les pirates d'Atchin pillaient et incendiaient nos navires avec une arrogance d'autant plus grande qu'ils étaient sûrs de l'impunité. En 1831 ils pillèrent même un navire américain et massacrèrent l'équipage. Les Etats-Unis se firent justice à eux-mêmes.

Tous les rapports coloniaux de cette époque ne parlent que des cruautés des Atchinois, dont la funeste influence augmentait de jour en jour et s'étendait sur des pays qui nous appartenaient. Le gouvernement voulait mettre un terme à ce brigandage, mais ses rés

res voisins, mais aussi contre les Portugais et les Hollandais.

« Ils ont toujours été plus renommés pour leur courage que toutes les autres nations qui les environnent; ils sont, en outre, des navigateurs hardis et expérimentés.

« Les Atchinois ont été de bonne heure convertis au mahométisme et jusqu'à aujourd'hui ils ont été de zélés soutiens de cette religion. Ils sont depuis longtemps accoutumés aux mœurs, tant militaires que pacifiques, des Européens. Deux des pièces d'artillerie qui sont ou qui étaient à la porte du palais du sultan, lui avaient été envoyées par Jacques I^{er} d'Angleterre.

« En 1663, leur reine (car, quoique mahométans, les Atchinois conservent le respect des Malais pour les prérogatives du sexe féminin), avait le désir d'épouser un Hollandais; mais le conseil de Batavia, pour d'excellentes raisons, n'y voulut point consentir.

« Une curieuse coutume, rapportée par d'anciens voyageurs hollandais, dépose de ce respect pour les femmes, la voici :

« En conseil, une femme se tient assise aux pieds du roi; il lui communique les idées que lui suggèrent les délibérations; elles les transmet à un eunuque placé près d'elle, et celui-ci les répète à un officier qui les proclame à haute voix devant l'assemblée tout entière.

« Il est vrai que ce respect pour le beau sexe n'empêchait point les anciens Atchinois d'être parfaitement féroces. En voici une preuve rapportée par un ancien voyageur :

« Ils jouent aux dés; l'enjeu est leur vie. Quand la partie est terminée, le gagnant le perdant; il attend tout un jour pour voir si quelqu'un ne viendra pas l'acheter. Si personne ne s'est présenté, il le tue et le mange. »

Espagne.

On mande de Barcelone, le 4 mai :

« Don Alphonse et sa femme, accompagnés des bandes de Miret, de Nastallat, de Vidal, formant un effectif de 1,200 hommes, ont passé la nuit du 30 avril au 1^{er} mai à Capelleres. Les habitants ont été obligés d'éclaircir et de payer une contribution de 500 duros. Don Alphonse est parti à 6 heures du matin dans la direction de Torre-Clermure.

« Cette excursion de Don Alphonse à travers des localités si rapprochées de Barcelone doit avoir pour but de démontrer la défection du général Velarde, annonçant la rentrée du prince en France.

« Le général Velarde se dirigeait hier vers Igualada, non loin du territoire visité par Don Alphonse.

« Hier soir, on a entendu de Tordera une vive fusillade. Le 8^e bataillon des volontaires de Barcelone, escortant un train, était attaqué par les carlistes, qui ont lâché pied à l'approche de deux compagnies de l'armée régulière, venant de Tordera.

Madrid, 4 mai. — Le général Novillas a pris possession du ministère de la guerre. Il a publié un ordre du jour à l'armée lui donnant l'assurance que son organisation actuelle sera conservée intacte et que la discipline qui est actuellement établie sera strictement maintenue. L'ordre du jour exprimera l'espoir que l'armée maintiendra les décisions prises par la prochaine Assemblée constituante.

La manifestation annoncée pour demander la proclamation immédiate de la république fédérale vient de commencer. Tout annonce qu'elle sera fort pacifique. Elle n'aura aucun effet, le gouvernement étant résolu à laisser entièrement à la Constituante la solution de tous les problèmes politiques.

On a publié le manifeste électoral du gouvernement, qui promet la plus complète liberté dans les élections.

Les prétendues victoires carlistes sont fausses. Les bandes sont activement poursuivies et elles se divisent.

Un meeting des irréconciliables il y avait peu de monde. Aucun chef connu n'y assistait.

Presque toutes les personnes arrêtées à la suite des événements du 28 avril ont été mises en liberté.

Sur les 2,000 prisonniers carlistes qui se trouvaient au dépôt des files Canaries, 1,500 ont été transportés à Cuba, et la plupart d'entre eux ont pris du service dans l'armée expéditionnaire.

Si l'on croit la *Igualdad*, les dépêches reçues par le gouvernement annoncent que la tranquillité la plus complète règne en province. A Barcelone, Cadix, Malaga et Séville, il y a une grande animation, en vue des élections du 10 mai. Quant aux bandes carlistes, les mêmes dépêches rapportent qu'elles continuent à se dissoudre et que leurs caecillas s'empresment de gagner la frontière.

Le nombre des volontaires républicains des bataillons de Madrid s'élève à environ 8,000. (Correspondance universelle.)

La Correspondance universelle dit savoir que sur l'insistance de l'ambassadeur de France à Madrid, le vicomte de Bonald vient d'être relâché par les autorités espagnoles. Il a été remis entre les mains du consul de France à Cadix, d'où il a pris l'engagement de se rendre en France.

Turquie.

Le Times publie une dépêche de Constantinople 5 mai, annonçant qu'une commission de députés des ministères de la marine, des affaires étrangères et des travaux publics, ainsi que de conseillers d'Etat et d'officiers de marine, a été constituée sous la présidence de Riza-Pacha pour interpréter le passage du firman du sultan sur la construction du canal de Suez qui a trait au prélèvement des droits de passage.

Grèce.

Vingt et un journaux de l'opposition ont publié la protestation suivante, à l'occasion de la prorogation de la Chambre :

« Devant les procédés du cabinet envers la représentation nationale, et notamment devant la brusque prorogation de ses séances au moment où elle allait se constituer et procéder aux graves travaux législatifs que la Constitution lui a confiés ;

« Devant la situation critique faite au pays par cet éloignement de la représentation nationale et l'inconvénient de percevoir et dépenser les impôts, contrairement à la disposition expresse de la Constitution, sans budget ni lois financières ;

« Devant les bruits dernièrement répandus, auxquels, ce qui n'aurait jamais dû arriver, les derniers actes du cabinet donnent de la consistance et de la vie ;

« Les journaux de la capitale soussignés, représentant chacun en particulier et dans leur ensemble une grande partie de leurs concitoyens, protestent, et déclarent en même temps vouloir faire tout ce que la Constitution et les lois permettent, pour la défense de la Constitution, dont la garde a été confiée à tous les Hellènes par la Constitution, désignant à la conscience publique les auteurs des illégalités et demandant aux auteurs leur châtiment conformément à la loi.

Dans ses démarches contre le ministère du 8 (20) juillet, l'opposition, qui s'est exprimée par

la voie ordinaire de la Chambre, est restée dans la légalité. Le ministère, en fermant les portes de la Chambre, et en expulsant la représentation nationale, cherche à pousser l'opposition dans une voie illégale. Ses efforts sont vains. Celui qui agit au mépris de la loi se met lui-même hors la loi. Tout en nous conformant aux prescriptions de la loi et aux droits et aux devoirs conférés aux citoyens hellènes par la Constitution, nous invoquons le secours du Très-Haut, la bénédiction de la patrie et le concours de nos concitoyens, ainsi que celui de nos confrères des provinces pour la tâche noble, légale et patriotique de la défense de la Constitution outragée.

Par l'art. 110, le maintien de la Constitution a été confié au patriotisme des Hellènes; par sa prévoyance pour la presse, elle a reconnu que la publicité était le gardien de ce devoir qu'elle a imposé à tous les Hellènes. Ce devoir, nous le remplirons aujourd'hui et dans l'avenir contre quiconque sort de la voie constitutionnelle pour entrer dans celle de l'illégalité.

Aion — Merimna — Kairi — Ethnophylax — Polingenésie — Courrier d'Athènes — Proinos Kirys — Politis — Ebdomas — Scopia — Lychnos — Kervanos — Anatoli — Gnomi — Elenchos — Muses — Sentinelle de l'Orient — Mastia — Apollon — Ethnikon Pneuma — Indépendance hellénique.

Amérique.

ÉTATS-UNIS. — Le Nord reçoit la lettre suivante, datée de New-York, 20 avril :

« Une feuille canadienne, le *Journal de Toronto*, rapporte un fait qui mérite d'être signalé, car il caractérise les tendances actuelles de la société américaine et la réaction qui s'opère dans le Nouveau-Monde contre les institutions républicaines.

Tandis que les idées centralisatrices gagnent chaque jour du terrain à Washington et que le Congrès fédéral vote avec une docilité exemplaire une véritable liste civile au président Grant, et lui reconnaît le droit de changer à sa guise le gouvernement de la Louisiane, voici qu'un des citoyens les plus éminents de New-York émigre volontairement des États-Unis, abandonne la nationalité américaine, prête serment de sujétion à la reine d'Angleterre et déclare en plein Parlement canadien qu'il a pris cette résolution pour échapper à l'absolutisme le plus complet qui existe en ce monde.

Ce nouveau sujet de la reine d'Angleterre est un M. Anson Dodge, fils d'une des notabilités commerciales et politiques de New-York.

Son père, M. William Dodge, est un des plus riches et des plus honorables négociants des États-Unis. Il a siégé longtemps au Congrès; il est président du tribunal de commerce de New-York, et sa fortune est évaluée au minimum à 6 millions de dollars, soit à 30,000,000 de francs.

M. Anson Dodge possède déjà, de son propre chef, une dizaine de millions de francs.

On ne saurait, en conséquence, attribuer sa renonciation à la nationalité américaine à des vues intéressées ou à des velléités ambitieuses, car les carrières sont toutes ouvertes aux États-Unis à un homme aussi riche et aussi bien posé que lui.

Elle députe de la ville de Toronto aussitôt après avoir embrassé la sujétion britannique, M. Anson Dodge a prononcé au Parlement canadien un discours dont nous reproduisons textuellement les passages suivants :

« ... Le peuple de New-York est sous l'impression souvent exprimée qu'il subit le gouvernement le plus absolu du monde. Beaucoup de mes anciens concitoyens ont perdu toute croyance dans leur Constitution. L'Union n'annamite avec laquelle les habitants de New-York se prononcent en faveur d'une monarchie constitutionnelle et des institutions britanniques est vraiment surprenante. (Il s'agit de l'attitude de la ville de New-York en faveur de la monarchie britannique.)

Après avoir expliqué ainsi les motifs de sa conversion politique, M. Dodge s'est exprimé dans les termes suivants sur les projets d'annexion du Canada à l'Union fédérale :

« Je dénonce avec mépris (I scout) toute idée d'annexion ou de séparation avec l'Angleterre, et s'il s'agissait d'annexion quelconque, ce n'est certes pas le Canada qui devrait désirer d'être annexé aux États-Unis, mais bien au contraire les États-Unis qui devraient aspirer au bonheur d'être annexés au Canada.

Par une coïncidence assez remarquable, le jour même où M. Dodge faisait cette déclaration à Ottawa, c'est-à-dire à l'extrémité septentrionale du continent américain, un meeting de citoyens se réunissait à la Nouvelle-Orléans, le point le plus méridional du même continent, pour signer et envoyer au Congrès une pétition disant :

« ... Les procédés sanglants au moyen desquels le président de l'Union fédérale a expulsé la représentation légale de notre Etat pour nous imposer une législature et un gouvernement de son choix dépassent tout ce que les annales du despotisme offrent de plus violent... Il ne s'agit plus de contestations locales ou d'élections douteuses. Il s'agit de savoir si nous sommes en république ou en dictature et si le Congrès veut laisser substituer au principe de la représentation nationale et du self-government dont il émane, l'arbitraire personnel et la force brutale.

C'est qu'il y a de plus remarquable encore, c'est que cette pétition a été écartée par le Congrès, qui s'est dissous en abandonnant au président le soin de prendre telles mesures qu'il jugerait nécessaires pour rétablir l'ordre en Louisiane.

Un journal américain donne les détails d'un terrible accident de chemin de fer qui a eu lieu le 19 avril, sur la ligne de Stonington à Providence, par suite de la rupture du barrage d'un moulin situé sur la rivière de Pawcatuck. Les eaux se sont précipitées en torrent et ont fait hauser le courant d'environ dix pieds, emportant avec elles le pont et ses rails. Le train communicant avec le paquebot de Stonington, en marche vers Providence et Boston, arriva en ce moment. Il fut précipité dans le gouffre. Le mécanicien et six autres individus ont été tués. D'autres, en le suppose, ont été entraînés par le courant ou écrasés sous les débris. Quarante personnes environ ont des blessures. Quelques-unes en sont guéries par des brûlures légères. Plusieurs voitures ont été brûlées. On a découvert six corps carbonisés. Le conducteur du train estime que vingt-cinq personnes ont péri.

Autre accident. Près de Shrewsbury un train parti de Londres marchait à toute vitesse, lorsque trois voitures se détachèrent et roulèrent en bas d'un remblai très élevé. Les voyageurs s'étaient aperçus un peu avant l'accident que la totalité ou une partie du train était sortie des rails et qu'un malheur allait arriver. Quelques-uns se jetèrent sous les sièges, d'autres s'étendirent dessus. Personne n'a été tué. Quelques voyageurs seulement ont reçu des blessures assez graves. On eut beaucoup de peine à dégager le garde-convoi.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Les journaux que nous recevons ce soir de l'étranger ne contiennent aucun fait notable. De plus, les feuilles de Berlin nous manquent, à cause de la solennité du Jeûne, célébrée mercredi.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Berlin, vendredi 9 mai.

La Chambre des Députés a voté aujourd'hui la loi sur l'instruction et l'installation des ecclésiastiques et celle concernant le pouvoir disciplinaire ecclésiastique, telles qu'elles avaient été adoptées par la Chambre des Seigneurs.

Autre dépêche.

Avignon, vendredi 9 mai.

M. Stuart Mill est mort.

Autre dépêche.

Londres, vendredi 9 mai.

L'amirauté a donné ordre d'armer deux frégates pour aller à la rencontre du shah de Perse.

Autre dépêche.

Vienne, vendredi 9 mai.

Les deux Délégations autrichienne et hongroise sont arrivées à une entente complète sur le budget commun, à l'exception de deux points, celui concernant l'acquisition de fusils Werndl (la Délégation autrichienne a alloué des fonds pour l'achat de 75,000 de ces fusils, la Délégation hongroise pour 50,000 seulement), et celui relatif aux dépenses extra-budgétaires pour les Confins militaires en 1870-1871, dépenses pour lesquelles la Délégation autrichienne refuse un bill d'indemnité, que la Délégation hongroise a par contre accordé. En conséquence, un vote en séance plénière des deux Délégations sera nécessaire.

Même date, 5 h. du soir. — Les transactions de Bourse ont été arrêtées aujourd'hui. Cette mesure était motivée par les conditions intérieures de la Bourse, surtout parce que la confiance des détenteurs d'effets est ébranlée. Le marché de l'argent est momentanément favorable et grâce aux cours peu élevés chez les agents de change, le public inonde d'ordres d'achat. Des pourparlers sont engagés entre la chambre de la Bourse, les banques et le gouvernement pour prévenir de plus grandes calamités.

Autre dépêche.

Washington, vendredi 9 mai.

M. Kellogg, gouverneur de la Louisiane, a mandé par télégraphe au président Grant que cet Etat va au devant de la révolution et de l'anarchie. Le président de l'Union a promis des renforts, mais s'est prononcé contre une politique agressive.

BOURSE DE BERLIN DU 9 MAI.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 88 1/4 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 80 3/4 th. pour 100 r.

Prix de la demi-imperiale 5 th. 16 silb.

1^{er} emprunt à lots et primes 125 7/8.

2^e emprunt à lots et primes 125 7/8.

3^e emprunt (1854) 77 1/2.

4^e emprunt (1855) 90 1/2.

Emprunt russe de 1852 94.

Emprunt russe 3 0/0 66.

Emprunt russe de 1852 93 1/4.

Obligations consolidées de 1870 84 th.

Obligat. de la Société du chemin de fer de Nicolas 78.

Actions de la Grande Société des chemins de fer 92 1/2.

Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 84 1/2.

BOURSE DE RIGA DU 27 AVRIL.

1^{re} série 93 1/2 vend, 93 ach.

2^e série 93 1/2 vend, 93 ach.

3^e série 93 1/2 vend, 93 ach.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 27 AVRIL (9 MAI).

Cours du change sur Londres, à trois mois 742 3/4 cop. ach., 741 cop. vend.

Cours du change sur Marseille, à trois mois 345 cent.

5^e série 94 3/4 ach., 95 1/2 vend.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 154 r. ach., 156 r. vend.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 152 3/4 r. ach., 154 r. vend.

Lettres de gage de la Banque de Kherson, 89 r. ach., 89 1/2 r. vend.

Le change vient de rétrograder légèrement, sans toutefois manifester une tendance prononcée à la baisse. La plupart des banquiers ont donné le Londres à 32 1/32, taux auquel les affaires se sont traitées d'abord. Mais vers la clôture il s'est présenté encore une quantité notable de papier disponible et l'on en a obtenu à 32 3/8.

Les maisons d'exportation avaient également du Londres à donner et elles ont tiré à 32 3/8 et 32 1/32. La cote de 32 7/16 se rapporte à une signature de troisième rang, qui trouve difficilement des preneurs.

Le Londres à livrer en juin et juillet est demandé à 32 1/2, tandis que pour le terme d'août on peut obtenir même 32 9/16.

Les affaires en général n'ont été que peu considérables.

En fonds publics, nous n'avons presque pas de changement à signaler. Les valeurs de spéculation sont tout à fait délaissées et les transactions se bornent aux emprunts de l'Etat et aux obligations.

Les Lots ont conservé leurs prix de 155 et 152 1/8, sans affaires sérieuses. Les Chemins russes ne dépassent pas le cours de 139 et les autres Chemins n'ont pas non plus varié.

Les Obligations Nicolas et les Consolidées se sont achetées pour l'étranger en quantités considérables. C'est pourquoi leurs cours ont énormément haussé. Les premiers se sont payés 115 3/4 et les derniers jusqu'à 108 1/2, tandis que l'émission de 1870 a fait 111 1/2.

Les billets de banque, les Certificats de rachat et la rente ont gagné 1/4 0/0 sur leurs dernières cotes, ce qui tient à l'abondance de l'argent.

Les actions des banques sont toutes plus ou moins faibles. Celles de la Banque d'Odesa se sont pourtant demandées à 349.

On s'attend à une réduction ultérieure du taux de l'escompte à la Banque de l'Etat. Nous ne voyons pourtant pas que l'argent soit trop abondant sur le marché libre, et le taux le plus bas est 5 1/2 pour les effets de commerce.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. On a vendu au comptant 6500 th. de Saxonia à 14 1/2 r., et 2,000 th. de Samarka à 14 1/4 r., à livrer en mai on demande pour Saxonia et Samarka 14 3/4 r., 15 r. et on offre 14 r., 14 1/4 r., on a acheté 4,000 th. de Vorotinsk à 12 1/4 r. avec 6 r. d'arrhes à livrer au mois de juin et de juillet et 2,000 th. de Liskovsk à 13 r. 60 c. avec 7 r. d'arrhes, livrable en juin.

Seigle. On a acheté 2,000 th. disponible du poids de 9 p. à 7 r. 40 c., pour livraison en juillet 4,000 th. du même poids à 7 1/4 r. et pour livraison en août 2,000 th. du poids de 8 p. 16 l. à 6 3/4 r. avec 3 r. d'arrhes.

Avoine du poids de 6 pouds. Livrable en mai 4 r. 10 c., 4 r. 20 c. vendeurs et 3 r. 90 c., 4 r. acheteurs; à livrer en juin on a acheté 1,000 th. à 4 r. avec 2 r. d'arrhes. Au comptant on a vendu 2,000 th. du poids de 6 p. 20 c. à 5 r.

Graine de lin. Disponible, bonne qualité, on demande 14 1/2 r. 15 r., on donne 14 r., 14 1/4 r.; pour le terme de mai on a vendu 2,000 th. d'Elatomsk à 14 r. 35 c. avec 5 r. d'arrhes et pour le terme de juin 1,000 th. de Cheboksarsk à 14 r. avec les mêmes arrhes.

Chanvre. On a acheté 150 tonnes à 38 1/2 r., pour l'amirauté d'Angleterre.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r. vend., 154 r. ach.

Actions du ch. de fer Riga-Dunabourg 136 r. vend., 137 r. ach.

Actions du chemin de fer Dunabourg-Vitebsk 134 r. vend., 135 1/2 r. ach.

Actions du chemin de fer Baltique 79 r. vend., 78 1/2 r. ach.

BOURSE D'ODESSA DU 27 AVRIL.

Cours du change sur Londres, à trois mois 742 3/4 cop. ach., 741 cop. vend.

Cours du change sur Marseille, à trois mois 345 cent.

5^e série 94 3/4 ach., 95 1/2 vend.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 154 r. ach., 156 r. vend.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 152 3/4 r. ach., 154 r. vend.

Lettres de gage de la Banque de Kherson, 89 r. ach., 89 1/2 r. vend.

Le change vient de rétrograder légèrement, sans toutefois manifester une tendance prononcée à la baisse. La plupart des banquiers ont donné le Londres à 32 1/32, taux auquel les affaires se sont traitées d'abord. Mais vers la clôture il s'est présenté encore une quantité notable de papier disponible et l'on en a obtenu à 32 3/8.

Les maisons d'exportation avaient également du Londres à donner et elles ont tiré à 32 3/8 et 32 1/32. La cote de 32 7/16 se rapporte à une signature de troisième rang, qui trouve difficilement des preneurs.

Le Londres à livrer en juin et juillet est demandé à 32 1/2, tandis que pour le terme d'août on peut obtenir même 32 9/16.

Les affaires en général n'ont été que peu considérables.

En fonds publics, nous n'avons presque pas de changement à signaler. Les valeurs de spéculation sont tout à fait délaissées et les transactions se bornent aux emprunts de l'Etat et aux obligations.

Les Lots ont conservé leurs prix de 155 et 152 1/8, sans affaires sérieuses. Les Chemins russes ne dépassent pas le cours de 139 et les autres Chemins n'ont pas non plus varié.

Les Obligations Nicolas et les Consolidées se sont achetées pour l'étranger en quantités considérables. C'est pourquoi leurs cours ont énormément haussé. Les premiers se sont payés 115 3/4 et les derniers jusqu'à 108 1/2, tandis que l'émission de 1870 a fait 111 1/2.

Les billets de banque, les Certificats de rachat et la rente ont gagné 1/4 0/0 sur leurs dernières cotes, ce qui tient à l'abondance de l'argent.

Les actions des banques sont toutes plus ou moins faibles. Celles de la Banque d'Odesa se sont pourtant demandées à 349.

On s'attend à une réduction ultérieure du taux de l'escompte à la Banque de l'Etat. Nous ne voyons pourtant pas que l'argent soit trop abondant sur le marché libre, et le taux le plus bas est 5 1/2 pour les effets de commerce.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. On a vendu au comptant 6500 th. de Saxonia à 14 1/2 r., et 2,000 th. de Samarka à 14 1/4 r., à livrer en mai on demande pour Saxonia et Samarka 14 3/4 r., 15 r. et on offre 14 r., 14 1/4 r., on a acheté 4,000 th. de Vorotinsk à 12 1/4 r. avec 6 r. d'arrhes à livrer au mois de juin et de juillet et 2,000 th. de Liskovsk à 13 r. 60 c. avec 7 r. d'arrhes, livrable en juin.

Seigle. On a acheté 2,000 th. disponible du poids de 9 p. à 7 r. 40 c., pour livraison en juillet 4,000 th. du même poids à 7 1/4 r. et pour livraison en août 2,000 th. du poids de 8 p. 16 l. à 6 3/4 r. avec 3 r. d'arrhes.

Avoine du poids de 6 pouds. Livrable en mai 4 r. 10 c., 4 r. 20 c. vendeurs et 3 r. 90 c., 4 r. acheteurs; à livrer en juin on a acheté 1,000 th. à 4 r. avec 2 r. d'arrhes. Au comptant on a vendu 2,000 th. du poids de 6 p. 20 c. à 5 r.

Graine de lin. Disponible, bonne qualité, on demande 14 1/2 r. 15 r., on donne 14 r., 14 1/4 r.; pour le terme de mai on a vendu 2,000 th. d'Elatomsk à 14 r. 35 c. avec 5 r. d'arrhes et pour le terme de juin 1,000 th. de Cheboksarsk à 14 r. avec les mêmes arrhes.

Chanvre. On a acheté 150 tonnes à 38 1/2 r., pour l'amirauté d'Angleterre.

Fil de chanvre. On a vendu 100 tonnes de Rjew qualité supérieure à 42 1/2 r. et 50 tonnes de Sasovka à 39 r.

Lin. Vendu 50 tonnes de Rjew à 39 r.

Suif. Pour disponible on demande 47 3/4 r.; à livrer en août 49 r. vendeurs, mais les acheteurs font défaut.

Potasse de Kasan 1^{re} qualité. Acheté : 150 barr. de disponible à 30 r.

Espirit 40^e. Au comptant 71 c.; les débiteurs ont vendu entre eux 15,000 védros à 76 c., livrables pendant les mois de mai et de juillet.

Huile de chènevis. Le marché est plus ferme; pour disponible on demande 4 r. 50 c., 4 r. 55 c.; pour livraison pendant les mois de juin et de juillet on demande 4 r. 80 c.; on offre 4 r. 83 c. et on a vendu 50 barils à 4 r. 75 c. avec 30 c. d'arrhes.

Huile de tournesol. L'Alexéiev s'achète au comptant à 6 r. 2 c. avec crédit de 6 mois; pour Saratov on demande 6 r. 15 c. au comptant.

Coton. Pour Américain disponible 11 1/2 r. vendeurs; il y a une demande de Surate disponible, mais le stock est tout-à-fait épuisé; à terme le marché est calme.

Indigo. On a acheté 10 caisses de Bengale à 115 r. le poud.

Pétole. Au comptant 3 r. 20 c.; à terme on a vendu 200 barils à 2 r. 85 c. avec 5 r. d'arrhes.

FAITS DIVERS.

Dans un article sur la police au Caire, le *Nil* fait remarquer que les annales orientales fourmillent de traits qui montrent que les juges musulmans avaient des longtempes compris, dans la poursuite du crime, l'adresse et la douceur sur encore les voies les plus sages.

La finesse, la sagacité, la fertilité d'expédients de certains cadis sont restées célèbres. En voici deux exemples entre mille, marqués au coin visible des mœurs orientales.

Un meurtre avait été commis, et l'on avait arrêté plusieurs individus également compromis, parmi lesquels le juge ne savait comment déceler le coupable. Les ayant interrogés l'un après l'autre sans en pouvoir rien tirer, il eut une inspiration.

Il fait appeler une caisse dans laquelle était renfermé un coq préalablement enduit d'une épaisse couche d'encens; une ouverture pratiquée dans le dessus permettait d'y passer la main.

« Chacun de vous, dit-il, va mettre la main dans la caisse et serrer le cou du coq; celui qui le fera criera coupable, et, comme tel, pendu ! »

L'épreuve commença. A mesure que l'homme retirait la main de la caisse, le juge l'appela et la lui examinait. Au quatrième :

« Voilà mon homme, dit le juge; c'est lui qui a fait le coup. Montre toi maintenant. Voyez-vous ? pas d'encens, il n'a pas osé toucher le cou du coq; il a eu peur et s'est trahi. Qu'en pensez-vous ? »

Dans une circonstance analogue, où le juge était embarrassé en présence de plusieurs accusés qui se rejetaient le crime les uns sur les autres, il les fit tous ranger devant lui et les regarda fixement. — « Sortez tous ! » dit-il tout à coup. Ils sortirent. Quelques minutes après : — « Faites-les rentrer ! » Ils rentrent.

« Sortez ! » Ils sortent. — « Rentrez ! » Ils rentrent. Et ainsi trois ou quatre fois. Puis il appelle l'un d'eux : — « C'est toi, n'est-ce pas ? qui es coupable ? Voyons ! avoue, j'en suis sûr ! » L'homme se jette à genoux et confesse qu'en effet, c'est lui. — « Mais comment avez-vous deviné ? demandait-on au terrible magistrat. — En les voyant sortir et rentrer, j'ai remarqué que celui-ci était toujours le premier à sortir et le dernier à rentrer. Cet indice, vous le voyez, ne m'a pas trompé. »

GROHEBAUX & DOUCET, chemisiers anglais, 178, Regent street, Londres, ont l'honneur d'informer leur clientèle que, pour éviter toute confusion entre leur maison de Paris et celle de M. Doucet, rue de la Paix, ils ont transféré leur succursale, 23, rue de Luxembourg, Paris. 1830

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un supplément d'annonces judiciaires.

Spectacles.

Du 28 avril.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Perichole, Opérette en 3 Actes. Et list nicht eifersüchtig, Lustsp. in 1 Akt. — (7 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — Bénéfice d'adieu de M^{lle} Stella-Colas. La Vie de Bohème, pièce en 5 actes; Scènes de la Fausse Agnès; Madame attend Monsieur, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BÉRO. 71 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

REPERTOIRE DE LA SEMAINE

Du 30 avril au 7 mai.

GRAND THÉÂTRE. — Jeudi 30. — Don Quichotte, ballet. — Dimanche 6. — Koniki-Gorounok, ballet.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Lundi 30. — Bénéfice d'adieu de M^{lle} Stella-Colas. La Vie de Bohème, pièce en 5 actes; Scènes de la Fausse Agnès; Madame attend Monsieur, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — Lundi 30. — Narcissus, Schausp.; Elzevir, Vaud. — Mercredi 2. — Die schöne Helena, Oper; Gringore, Schausp. — Vendredi 4. — Angelus d'or et de nuit, com.; Perichole, com.; Perichole, com.; Perichole, com. — (7 h.)

THÉÂTRE BÉRO. 71 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

</

La famille de Glasenapp a l'honneur de faire part à ses amis et connaissances de la perte douloureuse qu'elle vient de faire en la personne de **M^{lle} Sophie de Glasenapp**, décédée le 25 avril. Le service funéraire sera célébré lundi 30 avril à 11 h. du matin en l'église catholique de Ste-Catherine, pers. Nevsky, 1342.

UN JEUNE ALLEMAND
employé dans une grande maison de change de Berlin, étant au courant de la langue française et muni des meilleures références, cherche, pour le 1^{er} juillet prochain, à entrer comme comptable ou correspondant dans une maison importante de cette branche. Adresser les offres sous les initiales **E. 1338** à l'Agence de publicité de Rodolphe Mosse, à Berlin.

UNE FRANÇAISE de 23 ans désire entrer dans une famille pour s'occuper d'un ou deux enfants. Elle sait bien lire, écrire, coudre. Bonnes références. — Ecrire à M^{lle} Bouillon, 31, rue et place Cadet, Paris. — O. P. 1332

UNE DAME de 35 ans désire commencer l'enseignement français de jeunes enfants dans une famille dépendante à St-Petersbourg. Bonnes références. — Ecrire à l'Agence de famille M^{lle} Bouillon, 31, place Cadet, à Paris. — O. P. 1333

4 VIOLONS de fabrication italienne, dont 2 Stradivari, 10^e L. n° 9, log. 10. On peut les voir jusqu'à 1 h. après-midi. Il y a aussi 4 archets. 1300

A LOUER
une grande et magnifique maison de campagne, élégamment meublée, très-confortable, avec bain, billard, beau jardin et toutes les choses nécessaires, près du pont de Kamennoi-Ostrov, au bord de la Neva, maison n° 10, pour l'été ou pour toute l'année. 1341

BAINS DE DUBBELN,
près Riga.

A LOUER pour les mois d'été ou à vendre une grande villa seigneuriale meublée avec jardins, écuries et toutes les dépendances. Pour de plus amples détails, s'adresser au bureau d'expédition d'annonces de Riga. 1338

DE CE JOUR 1344

Huitres de Flensbourg
à 75 c. les dix.

50 dans la cour du marché
Apraxine, près l'école Kommissarov. **50**

M. et M^{lle} Lebourdais et leur famille désolée ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte qu'ils ont faite dans la personne de leur mère bien-aimée, madame

Sophie Capronnier,
décédée le 25 courant. Le service funéraire aura lieu à l'église de Ste-Catherine, le 28, à 10 heures. 1336

A VENDRE
tableaux originaux à l'huile. Troitsky péréoulouk, à l'établissement d'hydropathie. 1326

INSTRUMENTS en gomme élastique, cathédrales, canules, speculums, etc., de la meilleure qualité. — D. Manson & C^{ie}, manufacturiers, 61, Belmont Street Chalk Farm Road London N. W.

A CÉDER
un magasin de confections, robes et modes, bien situé au rez-de-chaussée, avec logement sur la perspective Nevsky. — S'adresser pour les renseignements à Petite Morskaya, n° 17, log. 15, de 3 à 6 h. de l'après-midi. 1306

DEUX DAMES parisiennes désirent se placer l'une pour l'été auprès de jeunes enfants et l'autre pour accompagner une famille partant pour l'étranger. S'adr. A. B. bureau d'annonces, pont de Kazan, n° 21/23, l. 16. 1298

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

BANQUE RUSSE

POUR LE COMMERCE ÉTRANGER

a l'honneur de rappeler à MM. les actionnaires que le terme pour le second versement sur les actions de la Banque (75 r. par action), qui a été annoncé par la voie des journaux, échoit le 30 avril courant. 1267

UNE PARISIENNE
d'un certain âge, dame de toute confiance, désire se placer pour la surveillance d'un ou de deux enfants, pas au-dessous de trois ans; elle se chargerait de l'ordre de la maison: appointements de 25 à 30 r. S'adr. Gr. Morsk., n° 5, log. 25, de midi à 3 h. 1301

A VENDRE
une paire de chevaux du haras du comte Apraxine. S'adresser Zagubénine péréoulouk, maison Schumacher. Visibles jusqu'à 2 h. après-midi. 1226

EINE DEUTSCHE mit guten Empfehlungen, schon bereit ist, such einen Platz bei Kindern, hier oder zum Reisen ins Ausland. — Вь Офицерской уаждѣ, домъ № 29, кв. № 13, проху узнать по городской почтѣ. 1322

COURONNES POUR TOMBEAUX
se vendent de 3 à 5 r. la pièce au magasin de D. Zwerner, perspective Nevsky, à côté du passage, n° 46. 1216

ORANGES
douces et sucrées de 40 à 70 c., selon la grosseur.

HUITRES
fraîches de Flensbourg, à 1 r. les 10.

50. dans la cour du marché Apraxine, près l'école Kommissarov. **50.** Les honorables consommateurs qui se rendent à la campagne ou dans leurs propriétés peuvent être assurés que le magasin s'efforcera de maintenir la confiance acquise en exécutant toutes les commandes à des prix modérés et en marchandise irréprochable. 1221

LOUIS MÜLLER pédicure et manucure, pers. Nevsky, 44, log. 31. 1197

N° 79 ET 81

pers. Vosnessensky, au coin de la Gr. Mestchanskaya, m. Elisséev, anciennement Tour.

SERVICES DE TABLE

SERVICES A THÉ

CRISTAUX ET LAVABOS.

GRAND CHOIX. — PRIX TRÈS MODÉRÉS. 1238

STEAM COMMUNICATION

BETWEEN

CRONSTADT AND HULL

WILSON LINE

The Thomas Wilson, captain Marshall, is expected immediately, and will sail in about 10 days after arrival.

Apply to Field & Sanderson, Vassily Ostroff Quay, corner of the 16th line, n° 69. 1311

AVIS.

Je prends la liberté d'informer mes très-honorables clients, que, malgré la hausse des vins, je puis, grâce à mes approvisionnements, ne rien changer à mon prix-courant et leur livrer les mêmes types auxquels ils sont habitués et notamment :

Un excellent Médoc à 60 c. la bouteille.
Un Médoc-Lafite 1 r.
Un Pontet Canet 2 50
Un Château-Lafite 2 50
Un Château-Iquem 1 50

Adolphe Di Piéto.

11, place Michel, maison du prince Abu-Melek (ci-devant Lazareff).

7, Kirpitchnoi péréoulouk (en face les magasins Stoll et Schmidt).

54, perspective Nevsky, maison du prince Demidow. 1314

AVIS.

Le syndicat de la maison de commerce en faillite des frères Yakhnenko et Simirenko porte à la connaissance de MM. les créanciers de cette maison que le procès-verbal de l'assemblée générale du 29 juillet 1870 porte : « qu'une assemblée générale ordinaire aura lieu le 25 mai 1873 pour éclaircir les affaires. » 1308

LA BANQUE DE COMMERCE DE KREMENTCHOUG

a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que, selon la disposition de la direction, les versements ultérieurs sur les actions de la Banque sont fixés comme suit : le 30 juin 50 roubles et le 30 septembre 50 roubles sur chaque action. La Banque paie sur les sommes remises avant ces termes cinq pour cent d'intérêt. 1334

LE MAGASIN DE TABACS DE LA COMPAGNIE DE DRESDE

L'UNION

N° 80, à St-Petersbourg, p. Nevsky, (2^e maison de la Liténata), N° 80

vient de recevoir, sortant de sa propre fabrique de Varsovie

DES CIGARETTES NOUVELLES

(tabac turc et aromatique)

ROULÉES.

Kaiser, canons forts, faites avec des tabacs à 12 r. la livre, 4 r. c. le 100

Kaiserin, fines, idem 2 50

Dessert, canons longs, idem 2 50

Frou-Frou, canons courts très forts, idem 1 50

Bonjour, canons forts, idem 1 50

Samson-Crème, canons forts, idem 1 50

Bon-Appétit, moyens aromatiques forts, idem 1 20

Union, idem très forts, idem 1 20

Ténéos, idem forts, idem 1 20

Cigarettes aimables, idem forts, idem 50

Cigarettes de Varsovie, canons courts forts (bourrées), idem 50

CIGARES aux prix de 1 r. à 15 r. le 100. **TABAC A FUMER** de 20 c. à 12 r. la livre.

TABAC A PRISER : Français, 1 r. 36 c.; Hollandais, 90 c.; de St-Petersbourg, 48 c.; Livonien, 40 c.; et Slavon, 24 c. la livre.

Le magasin expédie à domicile d'après toute commande par la petite poste.

MM. les négociants jouissent d'un rabais. 1316

SOCIÉTÉ CAUCASE ET MERCURE.

Pendant la période de la navigation de 1873, les bateaux à vapeur de la Société seront expédiés :

Bateaux postes et de passagers :

De Nijni-Novgorod à Kazan à 11 h. du matin : les dimanches, lundis, jeudis et vendredis.

De Kazan à Astrakhan : les lundis et vendredis.

Astrakhan en s'arrêtant aux villes qui se trouvent sur le parcours : les jeudis et dimanches.

aux Ports de la mer Caspienne : les jeudis.

Tous les bateaux à vapeur ont des cabines séparées qui, pendant les froids, sont chauffées à la vapeur ; une bonne table à des prix modérés, des vins sortant des meilleures caves de St-Petersbourg, de Moscou et de l'étranger. Il y a un emplacement couvert pour les passagers de 3^e classe.

Sur le bateau à deux étages du type américain **Empereur Alexandre II** on sert dans les magnifiques salles à manger de 1^{re} et de 2^e classe, qui se trouvent à l'étage supérieur, un dîner de table d'hôte, composé de six plats, à 60 cop. par personne. Les passagers de 3^e classe sont installés dans deux salles immenses de l'étage inférieur.

Pendant toute la durée de la navigation on indiquera par des avis spéciaux les jours où le vapeur **Empereur Alexandre II**, le meilleur marcheur du Volga, quittera Nijni-Novgorod.

Pour la commodité des voyageurs, les heures de départ des bateaux concordent avec celles de l'arrivée des trains de chemin de fer. La navigation sur la mer Caspienne concorde avec la navigation fluviale, de façon que les voyageurs qui ont pris le chemin de fer ne perdent pas de temps en route.

Les bateaux pour colis et passagers :

Type américain : **Pierre le Grand, Catherine II** et **Dmitry Donskoi** naviguant sans remorqueur des embarcations, font leurs voyages deux fois plus vite que les anciens remorqueurs à délaix fixes et prennent des passagers qui paient un prix de transport moins élevé que celui des bateaux de passagers.

De Nijni-Novgorod à Astrakhan tous les lundis à 4 heures du matin.

Les colis sont acceptés pour être expédiés sur le Volga, la Kama et aux ports de la mer Caspienne, avec ou sans assurance : à **St-Petersbourg** à l'administration de la Société (coin de la Liténata et de la perspective Nevsky, maison Alexéiev, n° 59 et 75), à **Moscou** : au comptoir de la Société (au Tchiovskoïe podvorie, par la rue Nikolskaia, première cour, n° 2 et 3); et à tous les autres embarcadères par l'entremise des agents de la Société. 1212

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ RUSSE DE CONSTRUCTION. DU 14 AVRIL 1873.

L'assemblée générale des actionnaires a été ouverte à 1 heure et demie de relevée, en présence de vingt-trois actionnaires, ayant en outre deux procurations, pour un total de 8,880 actions donnant droit à 61 voix. S. Exc. M. K. I. de Martchenko a été élu à l'unanimité président de l'assemblée. La vérification de la liste des actionnaires ayant été faite par des personnes nommées à cet effet et le nombre des voix représentées par les actionnaires ayant été trouvé exact, l'assemblée a été déclarée valide.

Après lecture du rapport de la direction il a été procédé au scrutin relativement aux questions découlant du rapport :

1^{re} L'assemblée générale ratifie-t-elle le compte-rendu de la direction pour 1872, examiné et adopté par la commission de révision ?

2^{re} L'assemblée générale ratifie-t-elle la répartition du bénéfice net proposée par la direction ?

3^{re} L'assemblée générale ratifie-t-elle le budget des dépenses dressé et proposé par la direction pour l'exercice de 1873 ?

4^{re} L'assemblée générale, conformément aux propositions de la direction, consent-elle, à l'exemple de l'année dernière, à former, d'entre les personnes qui seront nommées membres de la commission de révision et des candidats à la direction, une commission spéciale ayant les pleins-pouvoirs de résoudre au nom de l'assemblée générale les questions qui, conformément aux points a. i. a. u. o. des §§ 27 et 28 des statuts, devraient être soumis à la décision d'une assemblée générale, et en même temps à autoriser la direction à émettre des lettres de change au nom de la Société, dans les cas prévus au point 3 du § 27 des statuts ?

5^{re} Election d'un candidat à la direction, des membres de la commission de révision et de 3 candidats à cette commission.

Au scrutin, toutes les questions mentionnées plus haut ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée générale.

Ensuite il a été procédé aux élections, conformément aux §§ 47 et 20 des statuts, d'un candidat à la direction à la place du candidat sortant, des membres de la commission de révision et de 3 candidats à celle-ci ; le nombre des membres de la commission de révision n'étant pas prévu par les statuts, l'assemblée générale a décidé, à l'exemple de l'année dernière, d'élire 5 personnes à cet effet.

Le scrutin a donné les résultats suivants :

Candidat à la direction.

P. Oppenheimer 57 voix.

Membres de la commission de révision.

MM. K. I. de Martchenko, Baron E. Erlanger, I. J. Savitch, P. P. Sinébrukhov, A. L. Kekine.

Candidats à la commission de révision.

T. P. Pogrebnow, S. I. Kassatkine, F. A. Handtorf.

Après quoi, l'assemblée générale a été close à 2 heures 15 minutes de relevée.

COMPTES-RENDU

DE LA

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

DE

CONSTRUCTION

pour l'exercice du 7 août 1872 au 1^{er} janvier 1873.

RECETTES.

Compte des constructions :

Reçu et à recevoir pour travaux achevés à ce jour 55,466 58

Compte des devis :

Reçu pour établissement de devis et projets 2,312 20

Compte des intérêts :

Reçu pour intérêts sur les capitaux de la Société 28,367 48

86,146 26

DEPENSES.

Compte des constructions :

Dépensé pour travaux achevés 38,398 10

Compte d'installation de la Société :

Porté en amortissement sur les dépenses préliminaires, premiers frais d'installation, publications, etc. 1,674 28

Compte des devis :

Dépensé pour établissement de devis et projets 1,622 20

Compte du loyer de la direction :

Dépensé en loyer, chauffage et éclairage 1,271 51

Compte des frais généraux :	
Déboursés pour guides, déplacements des agents techniques, etc.	1,921 19
Compte de l'entretien de la direction :	
Indemnités aux directeurs et à l'administrateur en chef	7,626 66 ² / ₅
Compte de l'entretien des employés :	
Appointements des employés	4,910 00
Compte de l'entretien des domestiques :	
Gages des domestiques	544 14
	57,968 88 ² / ₅
Compte de profits et pertes :	
Bénéfice net	28,177 37 ¹ / ₅
	86,146 26

Direction de la Compagnie russe de construction : J. P. Lessnikow.

A. J. Kassatkine.

H. N. Mollwo.

C. L. Müller.

Le chef comptable : A. Hencke.

BILAN

DE LA

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

DE

CONSTRUCTION

au 1^{er} janvier 1873.

DOIT.

Compte des actions :

A recevoir de MM. les actionnaires le 2^e versement de 20,000 actions à 50 roubles 1,000,000 00

Compte des sommes en compte-courant :

Sommes en compte-courant dans quatre Banques 213,689 86

Compte des capitaux placés sur garantie :

Sommes placées sur garantie 668,510 98²/₅

Compte d'installation de la Société :

Partie non amortie des frais d'installation 18,616 05

Compte de la propriété de la Société :

Mobilier d'inventaire, plans, etc., au local de la direction, matériaux aux chantiers et aux dépôts 22,190 50

Compte des frais généraux :

Dépenses générales faites d'avance pour l'exercice de 1873 1,184 56

Compte des sommes à recevoir pour constructions :

Porté à l'avoir de la Société les sommes à recevoir à l'achèvement des travaux pour des particuliers et établissements 57,599 28

Compte des cautionnements de la Société pour soumissions de travaux :

Cautionnements présentés par la Société à diverses institutions pour la somme de 28,131 64

Compte du portefeuille :

Valeurs garantissant les capitaux placés par la Société 691,889 12

Compte des débours pour constructions en voie d'exécution :

Sommes dépensées pour les travaux en mains 9,700 00

Compte des débours pour les approvisionnements de 1873 :

A-comptes pour matériaux, travaux aux chantiers, etc., pour l'approvisionnement de l'année 1873 27,431 06

Compte de débiteurs divers :

Comptes divers 325 49

Compte de la caisse :

Espèces en caisse 24,924 72

2,764,192 76²/₅

AVOIR.

Compte du capital :

Capital de fondation de la Société 2,000,000 00

Compte des garanties acceptées :

Valeurs en garantie de capitaux de la Société placés 691,889 12

Compte de créanciers divers :

Comptes divers 268 65¹/₅

Compte des constructions :

Constructions non achevées 41,091 26

Compte des intérêts :

Reçu d'avance sur 1873 en intérêts sur les capitaux de la Société 2,766 36

Compte de profits et pertes :

Bénéfice net 28,177 37¹/₅

2,764,192 76²/₅

Direction de la Société russe de construction : J. P. Lessnikow.

A. J. Kassatkine.

H. N. Mollwo.

C. L. Müller.

Le chef comptable A. Hencke.

L'éditeur rédacteur responsable, Ant. E. Horn.